



Extrait du registre des arrêtés du Maire

ARRÊTÉ TEMPORAIRE DE VOIRIE N° 2024-188T

Le Maire de la commune de Pont-Château

- Vu la loi n° 82-2013 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 96-142 du 21 février 1996,
- Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L2212-2, L2212-2-2 et suivants,
- Vu le Code pénal et notamment l'article R.610-5,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la route et notamment le décret n° 2001-251,
- Vu l'Arrêté en date du 24 novembre 1967 modifié par l'arrêté en date du 6 décembre 2011 et l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,
- Vu la demande établie par l'entreprise SUEZ EAU FRANCE SAS,
sise 2 rue de la Toscane – ZAC La Bérangerais – 44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE,
afin de réaliser une réparation sur le réseau d'eaux usées,
au niveau du n° 55 Rue Maurice Sambron, sur la commune de Pont-Château,

Considérant qu'il est nécessaire pour des raisons de sécurité de réglementer la circulation, l'arrêt, le stationnement des véhicules au droit du chantier,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 Concernant la régulation de la circulation, les dispositions suivantes s'appliqueront :

Du jeudi 21 mars 2024 à 12 H 00 au vendredi 29 mars 2024 à 17 H 00

- Le stationnement sera interdit au droit du chantier.
- La circulation sera interdite Rue Maurice Sambron, entre la Rue des Cormiers et la Rue des Mimosas, sauf pour les riverains, véhicules de secours, de répurgation, et véhicules souhaitant accéder à l'Espace Départemental des Solidarités, aux cabinets de cardiologie, d'ostéopathie et d'orthophonie.
- Une déviation sera mise en place par la Rue des Cormiers et la Rue des Mimosas.

ARTICLE 2 La signalisation routière réglementaire sera mise en place par l'entreprise SUEZ EAU FRANCE SAS qui en assurera la maintenance de jour comme de nuit.

ARTICLE 3 Le maire justifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 4 Monsieur le directeur général des services, Monsieur l'ingénieur territorial, Monsieur le commandant de la Communauté de brigades de gendarmerie de Pont-Château et la police municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour extrait conforme au registre,
Fait à Pont-Château, le 21 mars 2024
P/Le Maire et par délégation,
La Directrice des Services Techniques,
Madame Marine TILLET

Prénom – Nom de l'auteur : Mme Marine TILLET
Qualité de l'auteur : La Directrice des Services Techniques
Certifié exécutoire par le Maire compte tenu :
- De la transmission au contrôle de légalité le :
- De la publication ou notification le : **21 MARS 2024**

